



Sète, le 8 décembre 2015

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 30 NOVEMBRE 2015 A 18 H 30

Affiché conformément à l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Sénateur-Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Sénateur-Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 28 septembre 2015. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Sénateur-Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

FINANCES

1 - BUDGET PRINCIPAL - ECRITURES COMPTABLES - APUREMENT DU COMPTE 1069 - REPRISE SUR EXCEDENTS CAPITALISES

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre.

Le compte 1069 est un compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en œuvre de la M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant du rattachement des charges et des produits à l'exercice.

Ce compte présentant un solde débiteur de 758 458,32 €, le Conseil municipal a autorisé une opération d'ordre non budgétaire consistant à son apurement par le débit du compte 1068, dont le nouveau montant s'élève à 118 336 681,52 €.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

2 - BUDGET PRINCIPAL - AJUSTEMENT ET CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT RELATIFS AU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre.

Par délibération du 17 septembre 2013, le Conseil municipal avait autorisé la création de l'autorisation de programme et des crédits de paiement pour le contrat partenariat public privé portant sur l'éclairage public de la ville, se présentant comme suit :

Autorisation de programme	Crédits de paiement (T.T.C.)					
	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Opérations d'ordre en euros :						
Immobilisations Nature : 2353	3 713 127	6 757 178	4 795 715	4 679 605	1 585 697	21 531 321
Opérations réelles en euros :						
Remboursement capital de la dette : Nature : 1675		176 154	387 742	589 856	793 710	1 947 462
Total Dépenses Section d'investissement	3 713 127	6 933 332	5 183 457	5 269 461	2 379 407	23 478 784

Autorisation de programme	Crédits de paiement (T.T.C.)					
	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Opérations d'ordre en euros :						
Dette Nature : 1675	3 713 127	6 757 178	4 795 715	4 679 605	1 585 697	21 531 321
Opérations réelles en euros :						
Remboursement FCTVA au taux actuel Nature : 10222			27 868	61 341	93 315	182 524
Total Recettes Section d'investissement	3 713 127	6 757 178	4 823 583	4 740 946	1 679 012	21 713 845

Le schéma comptable proposé dans cette autorisation de programme n'étant pas celui retenu de manière effective, le Conseil municipal a décidé de clôturer l'autorisation de programme n°13002, devenue sans objet.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

3 - BUDGET PRINCIPAL - CREATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT " CO-FINANCEMENT TRAVAUX DE REHABILITATION PONT DU TIVOLI"
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 28 septembre 2015, le Conseil municipal a approuvé la convention de participation pour les travaux de réhabilitation du pont du Tivoli, réalisés par la Région à hauteur de 1.000.000 € sur 5 ans.

Dans ce cadre, le Conseil municipal a approuvé la création de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, se présentant comme suit :

N°AP	OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME en €	CREDITS DE PAIEMENT en €				
15002	REHABILITATION PONT DU TIVOLI		2015	2016	2017	2018	2019
	815-204123-15002	1 000 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Montant Dépenses TTC		200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
15002	Financement Ville de Sète	1 000 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Montant Recettes TTC		200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

4 - BUDGET PRINCIPAL - CREATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT "FALAISES"
Délibération adoptée à l'unanimité.

La commune présente sur son territoire de nombreux fronts rocheux, situés soit dans des zones très fréquentées en front de mer, soit en zones d'urbanisation dense, nécessitant d'importants travaux de confortement chaque année.

Dans ce cadre, le Conseil municipal a approuvé la création de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, se présentant comme suit :

N°AP	OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME en €	CREDITS DE PAIEMENT en €			
15001	CONFORTEMENT FALAISES		2015	2016	2017	2018
	833-2031-15001	1 054 500	3 500	45 000	26 000	20 000
	833-2312-15001			360 000	370 000	230 000
	Montant Dépenses TTC		3 500	405 000	396 000	250 000
15001	FCTVA (16,404 %)	1 054 500	574	7 382	4 265	3 281
	Financement Ville de Sète		2 926	397 618	391 735	246 719
	Montant Recettes		3 500	405 000	396 000	250 000

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

5 - BUDGET PRINCIPAL- DECISION MODIFICATIVE N°4
Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°4 du budget de la VILLE, se présentant ainsi :

Section investissement.....	-3.781.128,83 €
Section fonctionnement.....	455.364,50 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	647 889,51
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	400 309,00	Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	-23 672,77	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements versées	552 714,22	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations	-108 983,31	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-15 124,59	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis.		Ch. 458202	Compte de tiers	69 205,50
Ch. 458102	Travaux pour compte de tiers	69 205,50	Ch. 024	Produits des cessions	110 000,00
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	349 410,00	Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales	-4 795 715,00	Ch. 041	Opérations patrimoniales	-4 795 715,00
Opérations d'Equipement		-209 271,88	021	Vir. de section d'exploitation	187 491,16
TOTAL		-3 781 128,83	TOTAL		-3 781 128,83

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	126 506,92	002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-302 355,71	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	1 954,50
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	72 322,13	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	100 000,00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	371 400,00	Ch. 74	Subventions d'exploitation	4 000,00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section invés.	187 491,16	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	349 410,00
TOTAL		455 364,50	TOTAL		455 364,50

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

6 - BUDGET PARC AQUATECHNIQUE - CLOTURE DU BUDGET

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Parc d'Activités Economiques dénommé « Parc Aquatechnique » situé à Sète, ayant été déclaré d'intérêt communautaire, a fait l'objet d'un transfert sur un plan patrimonial et financier par délibérations concordantes du Conseil communautaire de Thau Agglo le 28 mai 2015, et du Conseil municipal le 22 juin 2015.

La totalité des dépenses et des recettes relatives à cette opération ayant été soldée, le Conseil municipal a décidé de clôturer le Budget Annexe correspondant.

Rapporteur : Madame Céline DROUET - PAILHES

7 - BUDGET PARC AQUATECHNIQUE NORD - DECISION MODIFICATIVE N°1
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°1 du Budget annexe du PARC AQUATECHNIQUE NORD, se présentant ainsi :

Section investissement..... 0 €
Section fonctionnement..... 100 €

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O11	Charges à carac. général		Ch.002	Report à nouveau	
Ch. O12	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. O14	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	100,00	Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 75	Autres produits gestion courante	100,00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 76	Produits financiers	
Ch. 043	Opérations ordre intérieur section fonct		Ch. 77	Produits exceptionnels	
O23	Virement section inves.		Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			Ch. 043	Opérations ordre intérieur section	
	TOTAL	100,00		TOTAL	100,00

Rapporteur : Madame Céline DROUET - PAILHES

8 - BUDGET PARC AQUATECHNIQUE NORD - CLOTURE DU BUDGET
Délibération adoptée à l'unanimité.

A ce jour, tous les lots constituant le « Parc Aquatechnique Nord » ont été commercialisés. L'ensemble des dépenses et des recettes relatives à ce programme ayant été soldées, le Conseil municipal a décidé de clôturer le Budget annexe correspondant, dont le résultat déficitaire s'élève à 72 413,45 €.

Ce déficit est pris en charge par une participation exceptionnelle du Budget principal, elle-même entièrement compensée par le produit de la vente du dernier terrain, actuellement en cours.

Rapporteur : Madame Céline DROUET - PAILHES

9 - BUDGET PORT DES QUILLES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°2 du budget annexe du PORT DES QUILLES 2015, se présentant ainsi :

Section investissement..... 18 920.50 €
Section fonctionnement..... 40 272.00 €

DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 20	Immo incorporelles	-1 799.00	Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 21	Immo corporelles	-807.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 23	Immobilisations En cours	2 606.00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	18 920.50	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	18 920.50
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	18 920.50		TOTAL	18 920.50

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. O11	Charges à carac. général	41 763.00	Ch. 70	Vente de produits	24 420.00
Ch. O12	charges personnel	-2 100.00	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	609.00	Ch. 75	Autres pdt gestion courante	15 243.00
Ch O23	Virem. à section d'investissement		Ch. 77	Produits exceptionnels	609.00
	TOTAL	40 272.00		TOTAL	40 272.00

Rapporteur : Monsieur Romain FERRARA

10 - BUDGET CREMATORIUM 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°2 du budget annexe du CREMATORIUM 2015, se présentant ainsi :

Section investissement..... 1 185.00 €
Section fonctionnement..... 20 000.00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles		Ch. 13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014			RAR 2014	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014			RAR 2014	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	1 185.00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	1 185.00
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	1 185.00		TOTAL	1 185.00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général	20 000.00	Ch. 70	Produits du service	20 000.00
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch O23	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	20 000.00		TOTAL	20 000.00

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

11 - BUDGET CFA 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre,

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°2 du budget annexe du CFA, se présentant ainsi :

Section fonctionnement..... 44 530.00 €

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	44 530.00	Ch.002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	44 530.00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section inves.		Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	44 530.00		TOTAL	44 530.00

Rapporteur : Monsieur Gérard NAUDIN

12 - BUDGET PRINCIPAL 2016 - VOTE ANTICIPE DE SUBVENTIONS

Délibération adoptée à l'unanimité.

La Ville apporte chaque année son concours à la vie associative par l'octroi de subventions, et participe au budget de fonctionnement des établissements publics qui lui sont rattachés.

Etant prévu que le budget primitif soit proposé au vote du Conseil municipal au cours du 1^{er} trimestre 2016, et afin de ne pas hypothéquer le fonctionnement des associations et établissements listés ci-dessous, le Conseil municipal a autorisé le paiement anticipé d'une partie de leurs subventions 2016. Le solde sera versé après le vote du Budget Primitif 2016.

ASSOCIATIONS	JANVIER	FEVRIER
APNEEAU		1 000
ARAGO DE SETE	100 000	100 000
CCAS	1 350 000	450 000
CETAVOIR	15 000	15 000
FC SETE 34	80 000	80 000
IRON BARS		500
JAZZ A SETE	20 000	20 000
LE SOCIAL SETE FOOTBALL		3 000
METISETE	25 000	25 000
ODYSSEE ECOLE DE PLONGEE		600
PETANQ'S NATIONAL SETE	10 500	
POINTE COURTE ASSOCIATION CLUB	4 000	4 000
RACING DOCKERS PORT DE SETE		1 000
ROLLER'S THAU CLUB SETOIS		500
RUGBY CLUB DE SETE		2 250
SALLE VINCENT FERRARI	2 500	2 500
SETE A TREIZE		2 000
SETE BADMINTON CLUB		1 000
SETE KAYAK MER		500
SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS-DOCKERS	100 000	80 000
SOCIETE DE TIR DU BASSIN DE THAU		1 000
TENNIS BALLON CLUB DE SETE		1 500
TIR OLYMPIQUE SETOIS		1 000
VOILE FUN SETE		30 000
EPIC Tourisme	80 000	80 000
MIAM (Musée d'Arts Modestes)	100 000	20 000
TOTAL	1 887 000	922 350

Le Conseil municipal a également approuvé des conventions d'objectifs avec les associations JAZZ A SETE, METISETE, et CETAVOIR.

En outre, il est rappelé que des conventions d'objectifs ont été signées avec les structures suivantes :

- ARAGO-FC SETE 34 - SALLE VINCENT FERRARI - SETE NATATION EDD - VOILE FUN SETE (conventions triennales 2015 à 2017 - conseil municipal du 15 décembre 2014)
- EPIC TOURISME (convention biennale 2015 à 2016 - conseil municipal du 28 septembre 2015)
- MUSEE ART MODESTE (convention quinquennale 2012 à 2017 - conseil municipal du 13 juin 2012)

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

INTERCOMMUNALITE

13 - SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 1 voix Contre, Abstention : 7,

Lors de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale du 5 octobre 2015, Monsieur le Préfet de l'Hérault a présenté le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) pour le département de l'Hérault, proposant une fusion entre la Communauté d'agglomération du bassin de Thau et la Communauté de communes du nord du bassin de Thau, dès 2017.

Le Conseil municipal a émis un avis défavorable sur ce projet, jusqu'en 2020, ne semblant pas être de nature à répondre aux enjeux et aux urgences en matière d'action publique pour le territoire du Bassin de Thau, mais plutôt à paralyser les efforts d'intégration intercommunale menés sur ce territoire, en matière de transferts de compétences et de mutualisation, et à monopoliser les élus sur une nouvelle restructuration.

Rapporteur : Monsieur Antoine DE RINALDO

14 - SCHEMA DE MUTUALISATION - MISE EN OEUVRE AU 1ER JANVIER 2016

Délibération adoptée à la majorité par 32 voix Pour et 8 voix Contre, Abstention : 1

Par délibérations du 22 juin et du 15 octobre 2015, le Conseil municipal et le Conseil Communautaire de Thau Agglo ont respectivement approuvé le schéma de mutualisation de Thau agglo et ses communes membres pour la durée du mandat.

La mise en œuvre de ce schéma au 1^{er} janvier 2016 permettra, dans une logique d'optimisation des ressources et de professionnalisation des pratiques, la création des services mutualisés suivants :

-Services regroupés en site unique (à l'hôtel d'agglomération) :

Commande Publique : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan, Ville de Balaruc-le-Vieux, Ville de Vic-la-Gardiole

Finances : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Observatoire Fiscal : Thau agglo et ses 8 communes membres

S.I.G. – Système d'Information Géographique : Thau agglo et ses 8 communes membres

-Services multi-sites :

Direction Générale des Services : Thau agglo et ville de Sète

Ressources Humaines :

Service commun en totalité : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Module « ingénierie » : Balaruc-leVieux

Informatique : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Achats : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Vu la saisine de la commission administrative paritaire du 11 décembre, le Conseil municipal a approuvé 8 conventions de mutualisation prévues pour 5 ans, qui feront l'objet d'une évaluation annuelle, avec possibilité d'ajustement sous l'égide de la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Le Conseil municipal a également décidé que les agents concernés se verront attribuer le régime (indemnitaires et avantages acquis) qui leur est le plus favorable, selon l'option irrévocable qu'ils auront choisie, tout en sachant que le régime d'action sociale attribué sera celui de Thau agglo.

Rapporteur : Monsieur Antoine DE RINALDO

TOURISME

15 - STATION DE TOURISME - DEMANDE DE CLASSEMENT DE LA VILLE DE SETE

Délibération adoptée à l'unanimité.

La Ville de Sète bénéficie d'un classement en Station Balnéaire depuis le 23 février 1973, qui deviendra caduque le 1er janvier 2018, au profit du classement en station de tourisme au sens de la loi.

La commune remplissant les conditions nécessaires, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Sénateur Maire à solliciter le nouveau classement en station de tourisme.

Un dossier de candidature, basé sur les thèmes de la Culture/Patrimoine et du Sport, sera déposé au début de l'année 2016 auprès des services de l'Etat, qui l'instruiront selon une durée de 12 mois, et auront la possibilité d'accorder le classement à la commune pour une durée de 12 ans.

A cet effet, le Conseil municipal a déclaré que la commune n'a pas fait l'objet, durant les trois dernières années, d'une infraction aux réglementations sanitaires.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

ADMINISTRATION GENERALE

16 - DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Monsieur le Sénateur-Maire ne participe pas au vote.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Suite à une évolution de la réglementation, le Conseil municipal a décidé d'abroger la délibération du 27 avril 2015, et de confier à Monsieur le Sénateur-Maire, la charge de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, dans le cadre des paragraphes indiqués ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, en tenant compte dans la mesure du possible de l'augmentation du taux d'inflation, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

3° (Cf. délibération n° D-2015-189 du 28 septembre 2015) ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré, à une société d'économie mixte, à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, ou à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes catégories de contentieux et devant toutes les juridictions, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation ; cette délégation emporte également la possibilité de se constituer partie civile au nom de la Ville ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10.000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de cinq millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions

légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

25° Sans objet

26° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions.

Le Conseil municipal a également décidé de subdéléguer ces attributions en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint, et en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, au Deuxième Adjoint.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

17 - RECENSEMENT DE LA POPULATION ANNEE 2016 **Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le recensement partiel de la population sétoise se déroulera du 21 janvier au 27 février 2016. Il concernera 8% des logements de la commune dont les adresses ont été tirées au sort par l'INSEE, soit 2576 logements visités par 12 agents. Un coordonnateur communal, un correspondant du répertoire d'immeubles localisés et des collaborateurs administratifs superviseront les opérations. Devront également être recensées cette année les habitations mobiles et les personnes sans abri du 21 au 22 janvier 2016.

Ces différentes opérations seront précédées d'une campagne d'information et d'une tournée de reconnaissance afin de sensibiliser la population. Les habitants auront également la possibilité de remplir les questionnaires sur Internet.

Le Conseil municipal a autorisé le Trésorier municipal à faire recette de la dotation forfaitaire de recensement pour 10 347 €, a décidé que la rémunération des agents-recenseurs sera calculée en fonction du nombre de formulaires validés, après application d'un coefficient de pénibilité, et que le coordonnateur communal et ses collaborateurs administratifs seront indemnisés forfaitairement à raison de 280 euros chacun.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

18 - ELUS - ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE FONCTION **Délibération adoptée à l'unanimité.**

La loi prévoit la possibilité d'indemniser les élus afin de prendre en compte les frais liés à l'exercice de leur mandat.

Selon les critères à respecter (strate démographique, classement touristique, etc...), le Conseil municipal a approuvé la proposition suivante d'indemnisation de fonction des élus, à compter de la date de leur élection :

- Maire : 54,48 % de l'indice 1015 avant majoration, soit 88.38 % de l'indice 1015 après majoration ;
- Adjoints au Maire : 18,27 % de l'indice brut 1015 avant majoration, soit 31,67 % de l'indice 1015 après majoration ;
- Conseillers municipaux Délégués : 15,24 % de l'indice brut 1015 (majoration interdite).

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

19 - TRESORIER MUNICIPAL - ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CONSEIL
Délibération adoptée à l'unanimité.

Monsieur Thierry ALBAGNAC a été nommé receveur municipal depuis le 1^{er} Juillet 2015 pour la Ville de Sète.

Etant souhaité que le receveur municipal poursuive la mission effective de conseil et d'assistance assurée en matière budgétaire, économique et comptable, le Conseil municipal a décidé en contrepartie d'attribuer à l'intéressé une indemnité mensuelle de conseil, au taux maximum prévu, pendant toute la durée de sa gestion.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

PERSONNEL

20 - MODIFICATION TABLEAU DES EFFECTIFS
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a adopté les modifications du tableau des effectifs de la commune, annexé à la délibération, avec la création des postes suivants :

- Filière administrative :
 - ❖ 7 adjoints administratifs de 1^{ère} classe, à temps complet, catégorie C
- Filière Technique :
 - ❖ 1 agent de maîtrise, à temps complet, catégorie C
 - ❖ 1 technicien, à temps complet, catégorie B
- Filière sociale :
 - ❖ 3 A.S.E.M. (assistant spécialisé des écoles maternelles), à temps complet, catégorie C

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

21 - MISE A DISPOSITION D'AGENTS AUPRES D'ORGANISMES
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé le renouvellement des mises à disposition suivantes et des conventions afférentes :

- Mme MIRAMAND (adjoint administratif de 1^{ère} classe sur la fonction d'assistante), et Mme DUFLOS-ROSSI (adjoint administratif de 1^{ère} classe sur le poste d'agent de développement en charge des ZAE), auprès du service développement économique de Thau aggro, à compter du 1^{er} Février 2016 pour 1 an,

- M. ISOLA (technicien principal de 1ère classe sur le poste de responsable au sein de la régie de collecte), après du service déchets à compter du 1er Janvier 2016 pour 1 an,
- Mme FORMATO (adjoint d'animation de 2^{ème} classe sur le poste de secrétaire gestionnaire), auprès du « Club des Aînés Sétois », à compter du 16 Novembre 2015, pour 1 an.

Ces mises à dispositions donneront lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

22 - REGIE DES POMPES FUNEBRES - CREATION D'UN POSTE D'ASSISTANT FUNERAIRE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Compte tenu du départ en retraite d'un agent et du volume d'activité de la Régie des Pompes Funèbres, il a été fait appel en renfort, jusqu'au 31 décembre prochain, à un agent présentant les conditions de qualifications et d'aptitudes lui permettant d'être opérationnel et efficace dans la mission confiée particulièrement sensible.

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie Municipale des Pompes Funèbres du 29 Septembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la création d'un emploi d'assistant funéraire portant rémunération, à compter du 1^{er} Janvier 2016, à 24128 € bruts annuels sur 13 mois (niveau 4 – position 1 convention collective nationale des Pompes Funèbres), au bénéfice de Madame Myriam ADJENEK.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

23 - REGIE DES POMPES FUNEBRES - ASSURANCE COMPLEMENTAIRE SANTE

Délibération adoptée à l'unanimité.

La loi prévoyant l'instauration d'une complémentaire santé obligatoire pour toutes les entreprises d'ici le 1^{er} janvier 2016, le Conseil municipal a approuvé la proposition de contrat collectif Santé « Energie 3 » de la mutuelle de Sète, à raison d'une prise en charge employeur de 50% de la cotisation mensuelle s'élevant à 50,60€ par agent (hors ayant-droit et tarif TTC 2015), soit une dépense totale annuelle de 4.857.60 €, et de 2.428,80€ pour la régie des Pompes Funèbres (part employeur).

Le Conseil d'Exploitation de la Régie Municipale des Pompes Funèbres a été saisi de cette proposition le 29 septembre 2015.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

JURIDIQUE

24 - PROVISIONS 2015 POUR LITIGES ET CONTENTIEUX - REPRISE – FINANCEMENT

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 10 février 2014, le Conseil Municipal a constitué la provision suivante:

REQUERANT	OBJET DU RECOURS	PROVISION
SAS REFFER TERMINAL	recours en dégrèvement de TLE	349 410,00 €

Suite au jugement rendu par la juridiction administrative le 1^{er} juillet 2015, le Conseil municipal a décidé la reprise de cette provision.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER

25 - PROTECTION FONCTIONNELLE

Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, M. COMMEINHES est absent lors de l'examen de cette affaire.

Délibération adoptée à la majorité par 31 voix Pour et 8 voix Contre,

Lors d'une conférence de presse en date du 16 octobre 2012, qu'il tenait en sa qualité de Maire, Monsieur François COMMEINHES a exprimé son opinion sur le projet de loi relatif au mariage pour tous.

Ces propos ayant fait l'objet d'une procédure engagée contre lui par l'Association des Familles Homoparentales devant les juridictions ordinales de l'Ordre des Médecins du Languedoc-Roussillon, Monsieur le Sénateur Maire a sollicité la protection fonctionnelle, ce que le Conseil municipal lui a accordé, comme il est tenu de le faire.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER

EDUCATION

26 - MISE A DISPOSITION D'UN ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ACADEMIE DE MONTPELLIER

Délibération adoptée à l'unanimité.

L'académie de Montpellier met en place un dispositif concernant le déploiement des environnements numériques de travail (ENT), donnant la possibilité de développer les usages numériques dans les classes du 1^{er} degré des écoles publiques.

Le coût de déploiement de ce dispositif est supporté par les fonds européens pour environ 49%, par l'académie de Montpellier à hauteur de 35% par les communes pour 16%. Le coût pour la commune est ainsi ramené à 1,50 € par élève et par an.

Dans ces conditions, le Conseil municipal a approuvé une convention de partenariat, prenant effet à la date de sa signature pour l'année scolaire en cours (reconduction possible pour 2017), et concernant 6 écoles dont 11 classes retenue en accord avec Monsieur l'inspecteur d'Académie et les directeurs d'école.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

27 - CONTRAT ENFANCE JEUNESSE - REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, la commune a perçu une participation de la Caisse d'Allocation Familiale pour l'année 2014, d'un montant de 450 466,27 €.

Le Conseil municipal a autorisé le versement au CCAS, au titre des actions qu'il a menées dans le domaine de la petite enfance, d'une subvention de 263 721,89 €.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

ACTION SOCIALE

- 28 - CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE 2015-2016 - CONVENTION D'OBJECTIFS A SIGNER ENTRE LE CENTRE SOCIAL GABINO ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé une convention d'objectifs et de financement concernant le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité du Centre Social Nicolas Gabino pour l'année scolaire 2015-2016.

En effet, le projet Animation Globale et Coordination 2014-2017 du Centre Social a notamment pour axe l'accompagnement à la fonction parentalité, dans lequel le CLAS s'inscrit en aidant les familles à s'impliquer dans la scolarité de leurs enfants.

Pour la mise en œuvre de ce partenariat, le Centre Social élaborera un projet éducatif de qualité animé par un personnel qualifié, et offrira un service gratuit, accessible à tous. En contrepartie, la CAF versera une aide de 3 000 €, selon les conditions prévues au contrat.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

POLITIQUE DE LA VILLE

- 29 - CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE L'ILE DE THAU - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE**
Délibération adoptée à l'unanimité.

La loi de finance prévoit un abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour permettre l'engagement de moyens spécifiques dans les quartiers retenus par la géographie prioritaire.

Conformément aux axes définis dans les piliers cohésion sociale et rénovation urbaine du contrat de ville, l'Office Public de l'Habitat de Sète, détenant un patrimoine composé de 752 logements sociaux dans le quartier prioritaire de l'île de Thau, propose un plan d'actions triennal dans ce cadre.

Le Conseil municipal a approuvé cette convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties, avec l'Etat, Thau agglomération, et l'OPH, précisant notamment les dispositifs de suivi et d'évaluation annuelle en contrepartie de la mesure fiscale.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

Départ de M. DENAJA, ayant donné pouvoir à M. LIBERTI.

- 30 - CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - AVENANTS AU CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU ET A LA CONVENTION D'APPLICATION TERRITORIALISEE DE LA VILLE DE FRONTIGNAN**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Contrat cadre de l'agglomération de Thau et la convention territorialisée de la ville de Frontignan portant sur le volet cohésion sociale ont été signés par 17 partenaires le 3 juillet 2015. Ils présentent les axes prioritaires, les orientations et les objectifs du contrat de ville pour la période 2015/2020.

Conformément aux textes, Thau agglomération et la ville de Frontignan, pour son volet cohésion sociale, ont proposé des avenants opérationnels à ces contrats, présentant les programmes d'actions et des tableaux indiquant les prévisionnels estimés des actions.

Le Conseil municipal a approuvé ces avenants, qui seront complétés en 2016 par des maquettes financières précisant les engagements des partenaires, et devront faire l'objet de rapports annuels qui seront présentés en conseil communautaire.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

Arrivé de Mme MANCUSO (son pouvoir à Mme AUTHIE s'annule).

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

31 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT - APPROBATION DU PRINCIPE ET ATTRIBUTION A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre,

Par délibération du 30 janvier 2015, la commune de Sète a décidé de prononcer, avec effet au 31 décembre 2015, la résiliation pour motif d'intérêt général de la convention de délégation du service public de stationnement sur voirie et au sein des parkings des Halles et du Canal, signée avec la société VINCI PARK, compte-tenu du caractère excessif de sa durée.

Tenant la nécessité d'assurer la continuité du service public, les avantages et inconvénients respectifs des modes de gestion pouvant être envisagés ont fait l'objet d'une étude approfondie, ayant abouti à la décision du Conseil municipal d'approuver le principe de la gestion déléguée du service public de stationnement.

L'objet du nouveau contrat est la gestion des parkings souterrains, du stationnement payant sur voirie et de l'aire de service pour camping-cars.

Selon les dispositions définies, l'exploitation est effectuée par voie de concession. Ce mode de gestion, qui requiert des moyens humains et matériels dont ne dispose pas la commune, permet de faire supporter la charge financière des investissements nécessaires, ainsi que le risque d'exploitation du service, au délégataire. La rémunération du délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation.

La commune conserve le contrôle du service, dans la mesure où le délégataire est tenu de produire, chaque année, un rapport retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité de service.

Le Conseil municipal a approuvé ces dispositions, ainsi que le principe de l'attribution de cette délégation, qui sera conclue pour une durée de vingt années à compter du 1er janvier 2016, à la Société Publique Locale du Bassin de Thau.

Ce choix résulte de la volonté de la commune de maîtriser les objectifs assignés à la politique publique de stationnement tout en bénéficiant, au sein d'une structure dédiée, de la gestion d'entreprise, particulièrement adaptée à la nature de l'activité concernée.

Conformément aux critères posés par la loi, aucune procédure préalable de publicité et de mise en concurrence n'est nécessaire préalablement à l'attribution de la convention de délégation de service public à une SPL.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

MARCHES PUBLICS

32 - CONTRAT D'ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS (LOT N° 2) - MARCHÉ 2010/55 - AVENANT N° 1

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 2 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution du marché n° 2010-55, relatif à un contrat d'assurance dommages aux biens (lot n°2), à la société S.M.A.C.L., pour une durée de 5 ans.

Une procédure d'appel d'offres, lancée pour renouveler ce contrat, a été déclarée infructueuse par la Commission d'Appel d'Offres du 17 novembre 2015.

Le lancement d'une nouvelle consultation ne permettant pas de notifier le nouveau marché avant le mois d'avril 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1, ayant pour objet de prolonger, pour une durée de 6 mois, la durée d'exécution du marché 2010-55 (lot 2).

Cet avenant représente un montant de 69 400 € T.T.C, portant le montant total du marché à 707 393,30 € TTC, soit une incidence financière de 10,88 %.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELE - MOSLER

33 - TRAVAUX DE VOIRIE RESEAUX DIVERS - MARCHÉ 2013-3 - AVENANT N°2 **Délibération adoptée à l'unanimité.**

Par délibération du 29 janvier 2013, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution du marché à bons de commande n° 2013-3, relatif à des travaux de voirie et réseaux divers (V.R.D.), à la Société SGREG SUD-EST.

Par délibération du 16 Avril 2013, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1, de transfert du marché précité à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE.

Le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2, ayant pour objet l'insertion, dans le bordereau de prix unitaires du marché, d'un nouveau prix correspondant à la prestation « mise à disposition d'équipe pour travaux divers » (prix unitaire : 770,85 € /jour).

Le présent avenant n'a aucune incidence financière dans la mesure où le montant maximum initial du marché reste inchangé.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

34 - CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE - CREATION D'IMPUTATIONS BUDGETAIRES SUR LES BUDGETS ANNEXES - AVENANT N° 1

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 5 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé la mise en œuvre d'un groupement de commande avec le Centre Communal d'Action Sociale pour la gestion des équipements de génie climatique.

Par délibération du 23 septembre 2014, le Conseil municipal a approuvé l'attribution du marché afférent à la société DALKIA France.

Au regard des travaux effectués, les dépenses doivent être ventilées sur les différents budgets de la ville (principal et annexes). En conséquence, le Conseil municipal a

approuvé un avenant n°1 complétant les imputations budgétaires initiales par les lignes budgétaires suivantes :

BUDGETS ANNEXES : POMPES FUNEBRES ET CREMATORIUM

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313
- FONCTIONNEMENT : Nature : 6061 6156

BUDGET ANNEXE : CCAS

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315 - Fonction : 64
- FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156 - 61568
Fonction : 64 – 02 - 612 - 5238 - 5234

BUDGET ANNEXE : CFA

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156

BUDGET ANNEXE : PORT DES QUILLES

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313 - 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature 6061 - 6156

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

AMENAGEMENT URBAIN

**35 - SA ELIT - RAPPORT D'ACTIVITE 2014
Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société d'Economie Mixte SA ELIT pour l'année 2014.

En 2014, la SA ELIT est intervenue dans le domaine de l'aménagement et des équipements dans le périmètre du Bassin de Thau, sur trois opérations d'aménagement (Bas fourneaux – Balaruc les Bains, Carrière du Ramassis – Entrée Ouest de Sète, ZAC entrée Est secteur Sud de Sète), deux opérations de requalification du cœur de ville au travers d'une convention PNRQAD et PRI ILE SUD, un mandat pour la réhabilitation du groupe scolaire LANGEVIN, et une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la protection et la mise en valeur du lido de Frontignan.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

**36 - PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS
DEGRADES CENTRE VILLE - COMPTE RENDU A LA COLLECTIVITE ANNEE
2014
Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2014 de l'opération PRQAD Centre-Ville de Sète, ainsi que la liste des cessions et acquisitions afférente, le bilan prévisionnel actualisé des activités et le plan de trésorerie actualisé.

Le montant des dépenses actualisées au 31 décembre 2014 s'élève à 7 015 000 € dont 1 449 000 € réalisés, soit 21% d'avancement, et celui des recettes actualisées à 7 015 000 € dont 1 498 000 €, soit 21% d'avancement.

Ce bilan équilibré affiche une participation de la ville inchangée à hauteur 2 500 000 € HT, dont 1 100 000 € ont été versés, et le solde est échelonné sur les exercices 2015 pour 490 000 €, 2016 pour 500 000 € et 2017 pour 410 000€.

La SA ELIT a par ailleurs reçu de la commune une avance de trésorerie à hauteur de 500 000 € pour l'exercice 2014. Il est prévu la mise en place d'une seconde avance de trésorerie en 2015 et 2016 pour des montants respectifs de 500 000€ et de 700 000€.

Une subvention de l'ANRU a été perçue pour 386 000 € à fin 2014 sur un montant global de 2 515 000 €.

La SA Elit a obtenu un emprunt auprès de la CDC d'un montant de 1 500 000 € garanti à hauteur de 100% par la ville mobilisé depuis le 4^{ème} trimestre 2014.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

**37 - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ ENTREE EST SECTEUR SUD -
CONVENTION OPERATIONNELLE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC
FONCIER - AVENANT N°1**

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre

Par délibération du 20 avril 2006, le Conseil municipal a attribué la convention publique d'aménagement « ZAC Entrée EST Secteur SUD » à la SA ELIT. L'intervention de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon (EPF) a ensuite été sollicitée pour une mission de portage foncier, par convention opérationnelle approuvée par délibération du 13 décembre 2010, pour 5 ans.

Une note de conjoncture portant sur la situation financière de l'opération a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 27 juillet 2015, faisant état de la nécessité de reconsidérer le projet de développement urbain de la ZAC pour un meilleur équilibre financier.

En conséquence, afin de permettre l'actualisation du dossier de réalisation de la ZAC, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la convention foncière avec l'EPF, ayant pour objet de porter à 7 ans le portage financier de l'opération par l'EPF.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

**38 - ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE ENTREE EST PARTIE NORD - AVENANT
N°1**

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre

Par délibération du 2 mars 2015, le Conseil municipal a approuvé une convention tripartite d'anticipation foncière avec Thau Agglomération et l'EPF, sur le périmètre dit « Entrée Est – Partie Nord », d'une superficie de 113 ha environ situé au nord du canal de Lapeyrade, faisant l'objet d'un projet d'aménagement d'envergure.

L'engagement proposé dans la convention s'avérant insuffisant au regard des dépenses d'acquisition à prévoir, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la convention, afin de réajuster le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF de 6 000 000 € à 20 000 000 €.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

**39 - PROGRAMME DE REVITALISATION DU COEUR DE VILLE DE SETE -
TRANCHE 3 - AVENANT N°1**

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 2 mars 2015, le conseil municipal a approuvé la convention de partenariat du programme de redynamisation du centre-ville de Sète Tranche 3 avec Thau aggro, l'Etat, et la CCI de Sète Frontignan Mèze, et le plan de financement prévisionnel afférent.

Thau Agglo ayant redéfini son cadre d'intervention pour les opérations de requalification urbaine, désormais constitué par un règlement d'intervention, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 ayant pour objet :

- de modifier les articles 1, 2 et 3 de la convention,
- d'augmenter le taux maximal d'intervention des aides directes aux entreprises à hauteur de 50% avec un plafond de 8 500 €, sans modifier le montant global des participations au programme d'action. La prise en charge financière de la commune reste donc de 35 000 € sur un montant plafond des dépenses éligibles diminué à 260 000 €.

Par ailleurs, le montant de la participation de la commune au volet fonctionnement est ramené de 37 728,5 € à 32 728,5 €, suite à l'annulation de la fête du poisson.

Rapporteur : Madame Céline DROUET - PAILHES

GESTION DU PATRIMOINE

40 - PARC AQUATECHNIQUE NORD - CESSIION DE DEUX PARCELLES AC 542 ET 571 A LA SOCIETE SFR

Délibération adoptée à l'unanimité.

La commune est propriétaire des parcelles cadastrées AC 542 et 571, de surfaces respectives de 1332 m² et 343 m² situées rue de Vienne au Parc Aquatechnique Nord. Les services de France Domaine ont estimé la valeur vénale des parcelles à 100.000€ avec une marge d'appréciation fixée à 15%.

Par convention du 21 décembre 2009 pour l'installation de réseaux filaires, ces parcelles ont été mises à disposition de la Société SFR, qui en a sollicité l'acquisition. Le Conseil municipal a autorisé la vente de ces parcelles au prix de 140 000 €.

Il est précisé qu'une servitude sera mise en place, la commune ayant la nécessité de conserver une emprise de 5m² pour l'installation d'une armoire de dégroupage.

Rapporteur : Madame Céline DROUET - PAILHES

41 - LOTISSEMENT LES REFLETS DE SETE - CESSIION DE DELAISSES DE PARCELLES POUR REGULARISATION AU PROFIT DES PROPRIETAIRES M. MME TOTA ET M. MME BORCIER

Délibération adoptée à l'unanimité.

La commune est propriétaire des voies de circulations du lotissement « Les Reflets de Sète » où ont été constatées des irrégularités liées au non respect par certains propriétaires des limites cadastrales de leurs parcelles.

Afin de régulariser cette situation, la Ville leur a proposé l'acquisition des parcelles concernées, qu'ils ont acceptée :

- Parcelle BL 479 (4 m²), à Mme et M. TOTA, pour 480 €,
- Parcelle BL 526 (6 m²), à Mme et M. BORCIER, pour 720 €.

La cession de ces parcelles issues du domaine public ne portant pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation, le Conseil municipal en a décidé la vente, après en avoir constaté la désaffectation et prononcé le déclassement.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

42 - PROJET IMMOBILIER GROUPE SCOLAIRE SAINT JOSEPH-SAINT PIERRE - BAIL A CONSTRUCTION A CONCLURE AVEC L'OGEC SAINT JOSEPH-SAINT PIERRE

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre,

La commune a été saisie par l'OGEC St Joseph – St Pierre, dans le cadre d'un projet de construction d'un ensemble immobilier destiné à l'extension et la délocalisation partielle du groupe scolaire St Joseph – St Pierre, écoles privées sous contrat.

L'association s'est montrée intéressée par le site de l'ancien Collège Victor Hugo dont la Collectivité est propriétaire, l'ensemble représentant une superficie cadastrale totale de 3 721 m², sur les parcelles AI 124-125 et 126, ayant été déclassées du domaine public communal par délibération du 27 avril 2015.

Le projet consiste en un déplacement de l'école élémentaire St Joseph - St Pierre, et une délocalisation des classes de 1^{ère} et Terminale générale ainsi que la section BTS Commerce International du lycée St Joseph.

Afin d'accompagner la réalisation de ce projet d'intérêt général qui contribuera à la revitalisation du quartier Victor Hugo et offrira aux élèves et étudiants un accès facilité par la construction à venir du pôle d'échanges multimodal, le Conseil municipal a approuvé la conclusion d'un bail à construction avec l'OGEC St Joseph – St Pierre.

Dans son avis du 15 septembre 2015, le service France Domaine a évalué la valeur locative du bien à 67 760 euros par an, soit 5 420 800 euros pour la durée totale du bail, fixée à 80 ans.

Le loyer a été fixé à 1 200 000 euros, auquel il convient d'ajouter le retour gratuit des constructions à l'expiration du bail, et a été décomposé comme suit.

- Sous-loyer école élémentaire : 9.749,82 euros arrondi à 9.750 euros;
- Sous-loyer lycée : 45.624,85 euros arrondi à 45.625 euros;
- Sous-loyer BTS : 15.280,02 euros arrondi à 15.280 euros.

Conformément aux textes en vigueur, cette décomposition fait apparaître un rabais consenti au lycée, d'un montant de 41.625 euros, et un rabais en faveur de la section BTS compte-tenu de l'intérêt des filières d'études correspondantes. En revanche, le sous-loyer école élémentaire correspond exactement au prix du m² appliqué aux surfaces du projet réservées à ce niveau d'enseignement et aux élèves qu'il accueille.

Le Conseil municipal a approuvé les conditions dudit bail à construction, dont la date d'entrée en vigueur est fixée à l'expiration des délais de recours et de retrait de tous actes et autorisations administratifs ayant trait au projet, et en a autorisé la signature.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

SERVICES TECHNIQUES

43 - USAGE DES SUPPORTS DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE BASSE TENSION ET HAUTE TENSION - CONVENTION TRIPARTITE A CONCLURE AVEC ERDF ET ORANGE

Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, Mme DROUET-PAILHES est absente lors de l'examen de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

L'opérateur de télécommunication Orange met en œuvre sur le territoire de la commune un réseau en fibre optique, dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.

Le Conseil municipal a approuvé une convention, d'une durée de 20 ans, relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité Basse Tension et Haute Tension Aériens pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques, à conclure avec ErDF et Orange.

La convention engage les parties à garantir l'indépendance financière, et l'absence d'impact négatif entre l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité et de communications électroniques. Elle prévoit une redevance de 27,50 € par support utilisé facturé une fois pour la durée de la convention.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER

COMMERCE - ARTISANAT

44 - HALLES - MARCHES - FIXATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE RECETTE Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre,

Après consultation du Syndicat des Commerçants des Marchés de France, organisation professionnelle intéressée, et de l'association des commerçants des Halles, le Conseil municipal a approuvé les nouveaux montants des redevances d'occupation du Domaine Public relatives aux locations d'étaux des Halles et aux emplacements des Marchés extérieurs, comme suit :

Nature	Mode de calcul	Droits d'occupation
HALLES		
Droits d'occupation des étaux :	étal/mois	
• catégorie 1 (couleur jaune)		64,90 €
• catégorie 2 (couleur bleu)		61,05 €
• catégorie 3 (couleur rouge)		57,20 €
Charges locatives des étaux :	étal/mois	
• catégorie 1		12,55 €
• catégorie 2		10,90 €
• catégorie 3		9,30 €
Droits d'occupation en dehors des étaux pour installation de tables et chaises	m²/mois	3,30 €
Droits d'occupation des boutiques sur le parvis des halles rue Gambetta (loyers):		
• boutique n° 1 (36 m²)		605,00 €
• boutique n° 2 (25 m²)	boutique/ mois	415,20 €
• boutique n° 3 (18m²)		301,90 €
• boutique n° 4 (18m²)		301,90 €
• boutique n° 5 (10m²)		172,30 €
FORFAIT ELECTRICITE/CHAUFFAGE BOUTIQUE	m²/mois	nouveau tarif 1,25 €
FORFAIT EAU (poissonniers/coquillages)	étal/mois	nouveau tarif 5,00 €
FORFAIT EAU (autres activités)	étal/mois	nouveau tarif 2,00 €
FORFAIT ELECTRICITE	étal/mois	nouveau tarif 5,00 €
MARCHES		
Marchés de plein air (alimentaires, produits manufacturés, fleurs)		
avec minimum de perception de 2 ml :	ml/jour	2,50 €
• Abonnés et passagers		

• passagers		
Marché aux puces les dimanches place de la République	emplacement/jour	
• professionnels		19,00 €
• particuliers occasionnels		6,50 €
Marché artisanal	emplacement/jour	19,00 €
Marché professionnels à la brocante et antiquités	emplacement/jour	21,00 €
manifestations exceptionnelles	stand 5ml/j	40,00 €
Marché aux livres	emplacement/jour	19,00 €
Marché culturel	emplacement/jour	19,00 €

Rapporteur : Monsieur Rudy LLANOS

SPORTS

- 45 - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION "SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS-DOCKERS" - MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE OLYMPIQUE ANTIGONE DE MONTPELLIER**
Délibération adoptée à l'unanimité.

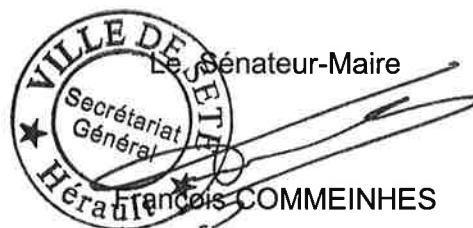
Suite aux nouvelles normes imposées par la Fédération Française de Natation pour la certification des bassins accueillant les rencontres du championnat de France de Water-polo, la piscine Raoul FONQUERNE n'est plus adaptée pour organiser les matches du club « SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS-DOCKERS ».

En conséquence, le Conseil municipal a approuvé une convention de partenariat avec MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et le club SNEDD, pour la mise à disposition de la piscine ANTIGONE.

La commune, apporte son soutien au club en acquittant le montant de la redevance forfaitaire de cette mise à disposition s'élevant à 20 000 € pour la saison sportive.

Rapporteur : Monsieur Gérard CASTAN

La séance est levée à 22h15.



LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.